ORAN

Sellal s'en prend à l'opposition

«Aujourd'hui, il faut que nous préservions l'union nationale parce que l'Algérie détient depuis 1971 la liberté de décider et aujourd'hui encore, plus personne ne nous impose de décisions. Nous prenons nos décisions économiques et politiques en toute liberté. Nous maîtrisons les situations auxquelles nous faisons face, c'est pour cela qu'il faut que nous préservions notre union nationale et souveraineté et protégions les travailleurs qui sont la richesse de ce pays, quoi qu'il nous en coûte.»

Tel a été hier le fond du discours qu'a tenu à Arzew (Oran) le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, qui a choisi cette commune pour célébrer le double anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures et de la création de l'UGTA.

Accompagnés des ministres de l'Energie et des Mines, de la Solidarité, celui du Travail et du président du FCE, le discours du Premier ministre était très attendu par les travailleurs de Sonelgaz, de Naftal et ceux du port d'Oran, présents dans une salle comble.

«Nous saluons tous les travailleurs de l'Algérie et en particulier ceux du secteur des hydrocarbures. On évoque souvent Sonatrach ceci, cela, Sonatrach est la plus grande entreprise économique en Afrique, les cadres de Sonatrach ce sont eux qui ont aidé les pays du Moyen-Orient… c'est ça l'Algérie, ni plus ni moins», dira-t-il en préambule.

Sans nommer l'opposition, le Premier ministre parlera de certaines parties qui veulent déstabiliser le pays dans son union nationale : «Personne ne peut nous retirer notre authenticité, l'Algérien est connu pour son attachement à sa religion et sa sagesse du Sud et sa fierté de l'Amazigh ainsi que sa bravoure. Par le passé, ils ont tenté de nous déstabiliser, on a deux principes sacrés, l'Islam et l'union nationale. Avant, ils ont tenté cela en politisant la religion et on a perdu 200 000 Algériens (nes). Mais grâce à Dieu et aux hommes, on a réussi grâce la résistance et à la politique de Bouteflika à les combattre. Le peuple algérien était seul à affronter le terrorisme. Le monde entier lutte contre le terrorisme et n'y parvient pas.»

Le Premier ministre se réjouira de l'échec que connaissent ceux qui, dit-il, tentent de temps à autre de faire bouger les gens. «Ils ont tenté cela au Nord sans succès, ils sont allés au Sud, tentant de les faire bouger à Ghardaïa, Ouargla, Djanet, ça n'a pas marché, ils ont essayé de faire bouger les gens à In Salah, là encore ça ne fonctionnera pas ! Car le peuple est uni».

La baisse des prix du pétrole connue en 1986 était, dira l'intervenant, la plus grande crise dans l'histoire, mais à l'époque, c'est grâce à Dieu et au peuple et à une politique sage, dit-il, que l'Algérie a dépassé les difficultés. «Aujourd'hui, il faut que nous protégions nos affaires, notre union et notre souveraineté nationales et protéger nos décisions et préserver la cohésion au sein de la société algérienne surtout au sein de votre catégorie en tant que force productive.»

Revenant sur la politique d'austérité qui inquiète le peuple, le Premier ministre dira que son gouvernement a, au contraire, choisi le chemin le plus difficile : «Tous les experts en économie nous disent vous avez une seule solution, stoppez tout le soutien social, augmentez les prix de l'essence, de l'eau, de l'électricité, du lait… parce que, sincèrement, tous ces secteurs sont soutenus, 60 milliards de dollars vont au soutien et aux questions sociales, c'est ça l'Algérie.»

Et de se montrer rassurant : «Nous n'avons pas emprunté le chemin de la restriction qui ne mène qu'au mal qui crée la discrimination et l'insécurité. On a choisi le chemin le plus difficile en maintenant notre politique économique. Sachez que 93% de nos revenus proviennent du secteur des hydrocarbures, pour cela nous avons choisi de changer notre vision économique en soutenant toutes les entreprises sans distinction entre le public et le privé».

Abordant la question de l'exploitation du gaz de schiste et la contestation autour de cette question, le Premier ministre dira ne pas être contre les avis hostiles, mais lorsque la majorité prend le dessus, il faut respecter la démocratie. «Aujourd'hui, on ne peut pas renoncer à des éléments qui peuvent être bénéfiques à l'économie. Nous avons dit et on le répète, nous avons présenté une loi difficile que nous avons discutée au gouvernement et présentée au Parlement avec des conditions très difficiles qui conditionnent l'exploitation du gaz de schiste».

Photo : NewPress

Sellal défend la politique de son gouvernement.

Pour le Premier ministre, la politique du gouvernement est claire, l'Algérie poursuit l'exploitation du gaz traditionnel.

Et de donner des exemples des dernières découvertes faites par Sonatrach ces dernières semaines à Touggourt et à Ghardaïa. «Nous continuerons d'investir dans ce domaine dit traditionnel, seulement nous préparons l'Algérie. Il faut que nous sachions ce que nous avons exactement comme réserve de gaz de schiste pour préparer l'avenir. La génération qui nous succédera pourra ou non selon ses choix décider de l'exploiter.»

Et de préciser, pour tenter de rassurer les réfractaires à l'exploitation du gaz de schiste : «Lorsque nous saurons qu'il n'y a absolument pas de danger sur l'environnement et sur le citoyen, nos enfants l'exploiteront. Il ne faut pas laisser ceux derrière le rideau déstabiliser le pays avec cette question, car le peuple algérien est uni et restera debout quoi qu'il en coûte.

Amel Bentolba

ABDELMADJID SIDI-SAÏD À LA RADIO CHAÎNE III :

«L'application du 87-bis interviendra avec effet rétroactif»

Les augmentations salariales qui interviendront au lendemain de la mise en application du décret portant abrogation de l'article 87-bis «interviendront avec effet rétroactif». C'est ce qu'a déclaré, hier, le secrétaire général de l'UGTA, Abdelmadjid Sidi-Saïd, lors de son intervention sur les ondes de la Radio Chaîne III à l'occasion du double anniversaire du 24 Février.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Intervenant depuis Arzew où il se trouvait pour célébrer les festivités du 24 Février, le secrétaire général de l'UGTA a indiqué à ce propos, que «le plus important c'est le principe de son abrogation qui n'est plus une épée de Damoclès sur le monde du travail». «Maintenant reste la technicité pour son application, c'est toute une démarche qui se fait tranquillement et sans aucune pression par les responsables en charge de cette question, du fait que les travailleurs savent qu'il sera appliqué en mars ou en avril avec une rétroactivité à partir de janvier 2015».

L'article 87-bis de la loi 90-11 sur les relations de travail dispose que le Salaire national minimum garanti (SNMG) comprend le salaire de base, les indemnités et les primes, à l'exclusion des indemnités versées au titre de remboursement de frais engagés par le travailleur.

Le chef de l'Etat avait pris la décision d'abroger l'article en question en février 2014. La redéfinition du SNMG a été introduite pour la première fois dans le projet de loi de finances 2015 pour l'abrogation de l'article 87-bis de la loi n°11-90 du 21 avril 1990 sur les relations du travail.

L'autre point évoqué par le secrétaire général de l'UGTA est celui relatif à la question de la dépénalisation de l'acte de gestion. C'est dans ce cadre qu'il dira qu'«il y a une volonté au sein de la tripartite (gouvernement/syndicat/patronat) de donner un élan au gestionnaire en le sécurisant, en le motivant et en l'accompagnant».

Photo : Samir Sid

Sidi-Saïd plaide pour l'arrêt de l'importation anarchique.

Mieux encore, le SG de l'UGTA dira que «l'acte de gestion est impératif pour sécuriser le gestionnaire et faire avancer l'économie nationale». «Sécuriser le gestionnaire, croire en ses compétences, se répercutera sur le salarié, car la "synergie" dans la relation entre les deux parties est un élément fondamental de l'avancée de la dynamique économique», a ajouté Sidi-Saïd. Par ailleurs, l'invité de la rédaction de la Chaîne III a plaidé pour mettre fin à «l'importation anarchique» qui caractérise le commerce extérieur. Selon lui «il s'agit là d'une provocatrice d'inflation, relevant le consensus au sein de la tripartite pour agir et fructifier l'outil de la production nationale».

«Nous avons la possibilité de trouver les mécanismes pour protéger la production nationale et lui donner sa place réelle», ajoutant au passage que «les risques de l'éventuelle adhésion de l'Algérie à l'OMC n'est ni une préoccupation, ni une angoisse».

Pour Sidi-Saïd, l'adhésion à l'OMC n'empêchera pas l'Algérie de protéger son économie en soutenant que «chaque pays, à travers le monde entier, protège son économie, les Etats-Unis en premier, les Français en deuxième position. Tous ces pays ne cessent de protéger leur économie, malgré leur adhésion à l'OMC».

A. B.